

# Front Ouvrier

ORGANE D'INFORMATION ET DE DISCUSSION SYNDICALES

Directeur-Gérant : M. PENNETIER  
17, rue de Normandie - Créteil (Seine)  
C.C. Postal : Paris 5259-15

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS  
SERA L'ŒUVRE  
DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Abonnement (12 numéros)... 40 fr.  
Abonnement de soutien..... 100 fr.  
Le Numéro ..... 4 fr.

## Du Congrès de Nantes au Congrès de Paris

Huit ans séparent le Congrès de Nantes et le Congrès de Paris qui va s'ouvrir dans quelques jours, huit ans lourds d'histoire et de luttes; il n'est peut-être pas inutile de faire le point.

Le Congrès de Nantes se situe en plein recul de la classe ouvrière. Après l'immense mouvement de grèves de juin 1936, les dirigeants de la classe ouvrière ne cessèrent d'inviter les travailleurs à « savoir finir une grève ». Le capitalisme parvint à vaincre les grèves limitées, que les dirigeants confédéraux se refusaient à organiser et à coordonner. Puis le sinistre Daladier, par ses décrets-lois, entreprit de liquider définitivement les conquêtes de 1936.

Parallèlement, la révolution espagnole était vaincue par Franco, faute d'avoir su mener de front la lutte contre le fascisme et l'instauration du socialisme, faute surtout d'avoir été soutenue par l'action de classe des travailleurs de tous les pays.

Enfin, l'ombre de la guerre planait sur les peuples et munichois et antimunichois recherchaient quel était le meilleur moyen de sauver la paix en faisant l'union sacrée avec une bourgeoisie qui voulait la guerre; oubliant ainsi que seule la lutte de classes internationale pouvait abattre les fauteurs de guerre, c'est-à-dire le capitalisme et le fascisme qui n'est que la forme la plus cynique de l'exploitation capitaliste.

Cependant, les travailleurs ne se sentaient pas vaincus. Ils étaient prêts à reprendre la lutte. Le Congrès de Nantes fut assailli par les ordres du jour des sections syndicales qui voulaient passer à l'action contre les décrets-lois. Tout pouvait être sauvé. Au lieu de cela, les dirigeants confédéraux s'occupèrent de canaliser la colère ouvrière: ils décidèrent une grève de 24 heures, sans occupation d'usines, le 30 novembre. Ainsi, ils garantissaient au gouvernement Daladier qu'il ne s'agissait que d'une protestation platonique et ils lui laissaient le temps d'organiser la répression. Au lieu de décider une grève générale illimitée jusqu'à l'abrogation totale des décrets-lois et de conduire les travailleurs à la bataille, la direction confédérale préférait les conduire à la bouche. C'est ce qui arriva. La grève du 30 novembre fut largement suivie mais elle sonnait le glas de l'action ouvrière jusqu'au déclenchement de la guerre mondiale.

Le Congrès d'avril 1946 va-t-il engager la C.G.T. dans une politique de lutte de classes? Nous sommes bien obligés de dire non. Depuis la libération, la direction confédérale n'a cessé de proclamer qu'il ne s'agissait plus de revendiquer, mais de produire. Le rapport confédéral sur les salaires indique qu'au 1<sup>er</sup> avril 1945 la C.G.T. réclamait un salaire minimum de 23 fr. alors que le gouvernement accordait 20 fr. Depuis, le prix des principales denrées de consommation a subi, entre mars et septembre 1945, des augmentations allant de 36 à 78 %, et pourtant on se borne à maintenir les revendications d'avril 1945, c'est-à-dire accepte une diminution considérable du pouvoir d'achat des travailleurs. Bien entendu, le Bureau confédéral est muet sur les formes d'action qu'il entend mettre en œuvre pour obtenir les 23 francs.

Alors que le rapport sur les salaires est rejeté parmi les annexes (oh! ironie!) le Congrès sera placé sous le signe de la Renaissance française. Et que devient la classe ouvrière dans tout cela. Les statistiques du ministère de la Production industrielle révèlent qu'en 1938, sur 3.963 millions de tonnes de charbon traitées mensuellement, 2.072 allaient vers les grands groupes de consommation; aujourd'hui, on extrait 3.600 millions de tonnes et 900 seulement vont à ces groupes de consommation. Où passe le charbon? A quoi sert donc l'immense effort des mineurs?

D'autres statistiques établissent que de janvier à juillet 1945, alors que le salaire horaire moyen passait de l'indice 100 à l'indice 150, le chiffre d'affaires passait de 100 à 222, et dans la métallurgie à 400 ou 450. Et cependant le marasme économique persiste: dans la métallurgie, la production de la fonte atteint seulement 35 % de la production de 1938, la production de l'acier 48 %, la proportion ne s'améliore que très lentement et les derniers mois marquent même un recul.

Augmentation dérisoire des salaires, marasme de la production malgré le labeur acharné des travailleurs, montée en flèche des chiffres d'affaires: qu'est-ce que cela signifie-t-il, sinon que les ouvriers sont honteusement dupés?

Pourquoi? Le rapport confédéral nous l'apprend et nous sommes heureux d'être une fois d'accord avec lui: « Les trusts sabotent la production » et pratiquent « le malthusianisme économique ». Tradisons ceci en langage de classe: le capitalisme est incapable d'organiser la production; le développement de la production passe par l'abolition du système capitaliste. Mais il est inutile de dire que ce n'est pas la conclusion du rapporteur qui se contente d'écrire: « On aurait pu aller plus loin, plus vite, si l'on avait écouté la C.G.T. » Qui on? La C.G.T. n'est-elle pas majeure pour engager sa lutte et attendra-t-elle que « on », c'est-à-dire le gouvernement d'un Etat bourgeois veuille bien lutter contre la bourgeoisie? (Voir suite en 3<sup>e</sup> page.)

## A bas Franco!

J'ai assisté au meeting qui, le 26 février dernier, a réuni 50.000 travailleurs parisiens au Vél' d'Hiv'. Le spectacle de cette masse ouvrière unie dans une même volonté d'action était inoubliable. Une interminable ovation, suivie de l'hymne républicain espagnol et de l'Internationale accueillirent Dolores Ibarruri.

Les orateurs de la F.S.M., de la Fédération internationale démocratique des Femmes, de la C.G.T., du parti socialiste, de la Fédération internationale de la Jeunesse démocratique et du parti communiste étaient longuement acclamés cependant que motions et télégrammes de solidarité s'accumulaient sur le bureau.

C'est que la classe ouvrière, une fois de plus, avait montré la voie. Postiers, cheminots, dockers, marins, par leur action directe, étaient à l'origine de ce vaste mouvement qui soulevait le peuple français contre les nouveaux assassinats perpétrés par le sinistre Franco: les corps de Cristino Garcia et de ses compagnons avaient été jetés comme un défi à la face des ouvriers et ceux-ci secouaient la torpéur de leurs organisations en prenant l'initiative des premières répliques. Un immense espoir soulevait cette foule ouvrière rassemblée au Vél' d'Hiv' dans l'enthousiasme qui marque l'unité dans l'action. Et c'était une volonté d'action qui animait tous les manifestants. Depuis, l'Internationale de la diplomatie bourgeoise a repris l'affaire et Franco est toujours au pouvoir...

Mieux encore, l'hebdomadaire Action relate, dans son numéro du 22 mars, les faits suivants: le mercredi 27 février 1946, à 19 heures, le drapeau de la République espagnole flottait au consulat d'Espagne à Sète, les organisations républicaines espagnoles ayant occupé le bâtiment après la fuite du consul qui avait déguerpi devant la marée d'indignation qui soulevait la population ouvrière de la ville. Le lendemain, réunis en assemblée générale à la Bourse du Travail, les 120 marins et capitaines des navires espagnols ancrés dans le port rallient la République et décident, à l'unanimité, de ne pas regagner l'Espagne franquiste. Le 2 mars, une commission officielle française transmet aux navires l'ordre de quitter immédiatement le port et tous les moyens sont mis en œuvre pour y parvenir. Les récalcitrants sont entraînés de force en remorque: deux marins seulement parviennent à s'échapper et à rester à Sète.

Faut-il donc désespérer d'arriver un jour à jeter bas l'infâme dictateur? Non, les faits l'ont prouvé et les ouvriers doivent en tirer les conclusions: seule leur action directe organisée peut être efficace. En avant pour une campagne d'agitation qui, entreprise dans tous les syndicats, doit aboutir à l'organisation contre les franquistes d'une action internationale des travailleurs unis au sein de leur Fédération Mondiale!

Emile BILLAUT.

## Libérez Messali Hadj

Le « F.O. » était invité jeudi 4 avril à prendre la parole à un meeting organisé par le « Comité provisoire pour les libertés démocratiques en Algérie ».

Au cours de ce meeting, les orateurs algériens nous donnèrent des détails atroces sur la misère effroyable et la répression impitoyable du peuple algérien.

Notre camarade Lambert au nom du Comité de rédaction du « F.O. » apporta l'appui sans réserves des « Amis du Front ouvrier » à la lutte du peuple algérien pour son indépendance et engagea les ouvriers nord-africains à lutter en masse dans la C.G.T. pour que celle-ci prenne une position nette pour le droit du peuple algérien à disposer de lui-même.

## Convention collective de la métallurgie

par BRASSAMIN

La signature des conventions collectives de 1936 fut la conclusion d'une longue lutte de la classe ouvrière contre le patronat.

Il semble inutile de rappeler les importantes améliorations qu'elles apportèrent aux salariés: droit syndical, délégués du personnel, congés payés et surtout fixation d'un salaire garantissant des conditions de vie décentes pour tous. Cette question de garanties matérielles était la grande préoccupation qui animait sans cesse les ouvriers en lutte et les organisations syndicales. Ainsi, dans l'Union des Métaux de septembre 1937 nous lisons: « Nous avons estimé nécessaire, afin d'éviter les difficultés que nous rencontrons dans la période présente pour les rajustements de salaires, d'inclure le principe de la révision des salaires tous les trois mois, en fonction des hausses du coût de la vie. Ceci constitue une garantie indispensable des conditions d'existence, estimant qu'il n'est pas normal que les travailleurs fassent les frais d'une situation dont ils ne sont pas responsables. »

Poursuivant leur lutte contre le patronat qui cherchait à regagner du terrain, les métallurgistes affirmèrent leurs avantages. Ainsi, sous le titre « Les principales modifications de la convention collective de juin 1936 », le Métallo d'avril-mai 1938 pouvait publier: « La question des salaires est réglée de la façon suivante sur médiation du ministre du Travail: ajustements horaires: professionnels, 0,35; ouvriers spécialisés, 0,30; manœuvres, 0,25. »

Si, pour les salaires, défendus avec acharnement par les ouvriers et le syndicat, le Métallo pouvait enregistrer cette victoire, c'était grâce à la combativité et à l'esprit de lutte qui animait alors la classe ouvrière et ses organisations. Ces quelques centimes arrachés par la convention de 1938 étaient le reflet de la vie dans les usines, c'est-à-dire du rapport de force entre patrons et salariés.

Peut-on dire que le projet de convention collective présenté aujourd'hui par la Fédération des Métaux est le résultat de la lutte dans les usines et qu'il comporte l'expression des revendications des métallos? Evidemment non!

Quand à l'usine le mot d'ordre syndical est le boni à outrance, la

crevaison des plafonds, les heures supplémentaires en masse pour améliorer la paye dans le cadre du blocage des salaires; quand la consigne est de pourchasser comme démagogues ou provocateurs les camarades qui demandent que l'on engage une action revendicative, on ne travaille pas à améliorer le rapport de force en faveur des salariés. On ne donne pas des armes aux travailleurs pour imposer aux patrons une convention collective qui garantisse leurs conditions de vie.

Ce n'est pas un hasard si nombre de métallos ne connaissent pas le projet de convention, si dans la plupart des entreprises le projet n'a pas été discuté par les syndiqués et si lorsque ces discussions ont eu lieu, apportant critiques et suggestions, il n'en a été tenu aucun compte par les représentants au congrès fédéral. Ce n'est pas un hasard si le congrès a liquidé sans discussion pouvant apporter l'avis de la base la question de la convention, si les dirigeants syndicaux invitent au Vél' d'Hiv' les métallos à des courses derrière motos mais parlent très peu du projet de convention. Tout ceci vient de ce que la direction syndicale, étouffant toute tentative de lutte dans la métallurgie, a rédigé un projet qui exprime ses propres conceptions et non point les aspirations des travailleurs.

Devant cette situation, dans chaque usine, les militants syndicalistes révolutionnaires devront s'acharner à remettre en question le projet de convention, à expliquer à chaque métallo le rôle et l'importance qu'elle peut avoir, montrer que c'est d'eux-mêmes, de leurs discussions, de leurs interventions au syndicat qu'il dépend qu'elle soit l'expression de leurs revendications.

Certes, des points importants, tels le droit syndical et les délégués, sont compris dans le texte et nous avons à cœur de souligner notre accord. Mais l'essentiel est avant tout de fixer pour les salariés des garanties certaines de leurs conditions de vie. Il faut, pour cela, que soit défini le minimum vital et obtenue la certitude que, quelles que soient les fluctuations des prix, le pouvoir d'achat restera intact. Les questions salaires et leurs rapports avec les prix devraient donc être prédominantes. Or, si le projet « entend régler » la définition du salaire minimum vital et la fixation des coefficients, il n'y a pas de propositions de faites.

(Voir suite en 3<sup>e</sup> page.)

## « LA BATAILLE DE LA RENAISSANCE SERA GAGNÉE »

Alfred Costes; 14 mars 1946

« Renaissance de quoi? Renaissance de qui? Ne cherchez pas, le Secrétaire de la C.G.T. est obligé de convenir que la classe ouvrière est en pleine crise de sous-consommation. La C.G.T. nous vante la nouvelle renaissance à la façon dont les curés célèbrent la bonté divine au travers des inondations, de la peste et des tremblements de terre. La route de la véritable renaissance, c'est réaliser, au travers des victoires successives remportées contre le patronat et le pouvoir bourgeois, le Contrôle ouvrier première étape de l'expropriation capitaliste. »

Gaston Monmousseau V. O. 24 février 1928





